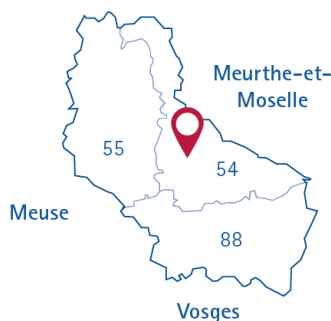


BILAN ANNUEL 2025

Tribunal administratif de Nancy



Véronique GHISU-DEPARIS
Présidente du tribunal
administratif de Nancy



Effectifs de la juridiction :

39

personnes dont :

15

magistrates
et magistrats

24

agentes et agents de greffe
et aides à la décision

Le tribunal administratif de Nancy a enregistré en 2025 un nombre de recours encore jamais atteint, avec un chiffre de 4 109, ce qui révèle une forte demande de justice de nos justiciables. Cette année, le tribunal a été en mesure de relever les défis qui sont les siens en rendant 3 694 jugements dont 474 en urgence (référés).

Les contentieux jugés par le tribunal sont variés et concernent les préoccupations de toutes et tous. En 2025, il a tranché plusieurs affaires emblématiques, concernant notamment l'interdiction d'une messe à Verdun, les travaux sur les bâtiments du musée lorrain à Nancy, la suppression de postes d'enseignants dans les communes d'Ugny, de Lenoncourt et du syndicat intercommunal de la vallée de l'Esch, la réintroduction du grand tétras dans les Vosges, ou encore la fermeture d'une école privée à Mandres-sur-Vaire.

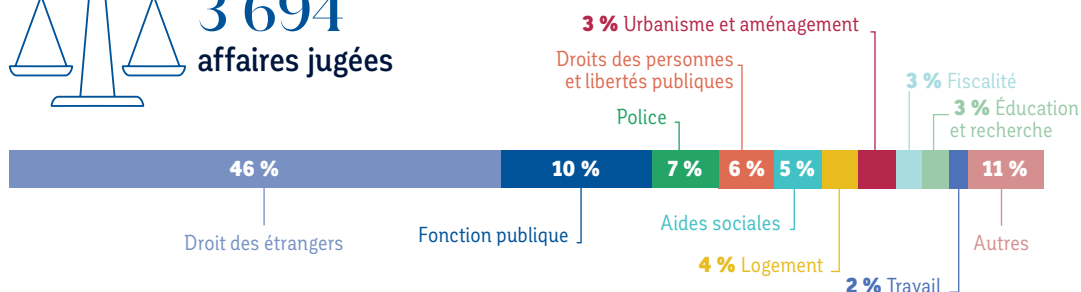
Le tribunal a poursuivi également ses efforts en matière de médiation. En 2025, 73 médiations ont été initiées notamment en matière de contentieux sociaux (RSA, APL, ...) pour lesquelles une issue positive a été, dans la majorité des cas, trouvée. Il continue à promouvoir ce mode alternatif de règlement des litiges et a signé, cette année, à cette fin, une convention avec le CHRU de Nancy.

Enfin, le tribunal a participé à la vie de la cité en mettant à disposition ses locaux pour l'organisation du « Livre sur la place » et d'un concours d'éloquence mais aussi en organisant la « Nuit du Droit » en partenariat avec la cour administrative d'appel, le rectorat et le tribunal judiciaire, par l'accueil de classes de collégiens et de lycéens qui ont pu découvrir le fonctionnement de la justice et en particulier les fonctions du juge administratif. Le tribunal poursuit également sa contribution à la formation des étudiants en droit en les accueillant. Cette année une étudiante en situation de handicap a pu découvrir le fonctionnement de la juridiction dans le cadre de la journée « Duoday ».

2025 en chiffres



3 694
affaires jugées



Aides sociales : aides financières aux personnes (RSA), aux familles, à l'enfance, aux personnes handicapées ou âgées, aides médicales d'État, etc.

Droit des étrangers : titres et visas de séjour, titres de travail, expulsions, extraditions, etc.

Droits des personnes et libertés publiques : garantie des libertés publiques et des droits fondamentaux, naturalisations, etc.

Éducation et recherche : inscription, déroulement et obtention des examens dans les établissements d'enseignement public et privé

Fiscalité : impôts locaux, impôt sur le revenu, TVA, etc.

Fonction publique : relations des fonctionnaires et des agents publics avec leur employeur

Logement : aides financières au logement, droit au logement opposable, organismes d'HLM, etc.

Police : mesures pour faire respecter la sécurité, la salubrité et l'ordre public (permis de conduire, débits de boisson, déchets, stationnement, immeubles insalubres, etc.)

Travail : licenciements des travailleurs protégés, instances représentatives du personnel, plans de sauvegarde de l'emploi, etc.

Urbanisme et aménagement : permis de construire, droit de préemption, aménagement commercial, plans locaux d'urbanisme, etc.



474

affaires jugées en urgence (référés)

✚ 19 % par rapport à 2024



4 109

affaires enregistrées

✚ 9 % par rapport à 2024



8 mois et 8 jours

de délai moyen de jugement

✚ 11 jours par rapport à 2024



87 %

des décisions du tribunal ont été confirmées en appel



73

médiations engagées

39 % de taux de réussite